



Veille santé Hongrie

Mars 2024

Secteur public

Liste des médicaments essentiels

En vue d'une nouvelle stratégie de prévention et de gestion des pénuries, un décret a été publié mi-mars par le ministre de l'Intérieur, Sándor Pintér. La décision établit une liste d'ingrédients nécessaires pour la fabrication des médicaments essentiels, dont une quantité mensuelle doit être stockée par les grossistes répartiteurs. Il s'agit au total de 312 ingrédients pharmaceutiques, la quantité précise stockée devant être égale à 1/12^{ème} de la quantité vendue au cours des 12 mois précédents. Le Centre national de santé publique et de pharmacie (NNGYK) a pour devoir de publier, sur son site web, les médicaments commercialisés à partir de ces ingrédients en Hongrie. Les médicaments fabriqués dans le pays doivent être marqués du symbole "SH" et alors que ceux produits par des sociétés qui possèdent un site de fabrication en Hongrie doivent être marqués par le symbole "S".

Le décret entrera en vigueur le 60^{ème} jour suivant sa publication, c'est-à-dire vers la mi-mai. Le NNGYK réexaminera la liste tous les six mois et la modifiera, si nécessaire.

Eurostat

Selon les données publiées par Eurostat, la Hongrie est le pays de l'Union européenne qui a dépensé le moins pour les soins de santé en 2022. Tous les Etats consacrent une part significative de leur PIB en dépenses sociales, 19,5 % en moyenne. Le chiffre hongrois est de 13,1 %, soit le sixième plus bas de l'UE. La moyenne des dépenses de santé est de 7,7 % dans l'UE, tandis qu'elle est de 4,4 % en Hongrie, ce qui la place en dernière position. L'Autriche est en tête avec 9,3 %, juste devant la République tchèque avec 9,1 %.

En contrepoint, le gouvernement hongrois aime bien dépenser pour le fonctionnement de l'Etat. En moyenne, les pays de l'UE consacrent 6 % de leur PIB à ce domaine, alors que ce pourcentage est de 8,2 % en Hongrie. Selon Eurostat, c'est ce pays qui dépense le plus dans deux domaines : les subventions aux entreprises et le soutien aux activités culturelles, sportives, de loisir et religieuses.

Des services hospitaliers ont été fermés en raison du manque de matériel médical.

László Rásky, secrétaire général de l'Association des technologies médicales, a déclaré que les fournisseurs des équipements médicaux étaient en difficulté à cause de l'endettement des hôpitaux. Ce problème de longue date est désormais très sérieux et affecte les soins prodigués aux patients. De fait, 10 à 15 % des décisions de fermeture temporaire des services du Centre national de santé publique de l'année dernière tiennent à des problèmes d'équipements médicaux. En cause, l'endettement des hôpitaux qui aboutit à l'arrêt de l'utilisation des appareils de CT et d'IRM, faute d'argent pour les réparer. La situation ne fera qu'empirer si le gouvernement ne règle pas la dette des hôpitaux, qui a de nouveau dépassé les 100 Mds HUF (257,2 M EUR) en février 2024.

Selon László Rásky, le règlement de la dette par le Cabinet à la fin de l'année dernière s'est avéré être une demi-solution car, à la mi-février, les institutions avaient à nouveau accumulé une dette importante. Le secrétaire général a souligné que la dette des universités de médecine aussi avait augmenté, de 5 Mds HUF (12,9 M) entre janvier et fin février 2024. Fin février, les quatre facultés de médecine accumulaient une dette totale de 18,7 Mds HUF (48 M EUR). Le secrétaire d'État à la santé, Péter Takács, avait promis au début du même mois que le processus de consolidation entamé en novembre dernier se poursuivrait en mars. Toutefois, les hôpitaux n'ont pour l'heure toujours rien reçu.

László Rásky, a précisé par ailleurs que 100 % des fournisseurs d'équipements médicaux subissaient des retards des paiements, et se trouvaient en conséquence dans l'obligation d'adopter des mesures restrictives au sein de leurs entreprises. Les petites entreprises ont, de toute façon, déjà épuisé leurs réserves. Le fonctionnement des sociétés est aussi affecté par le fait qu'elles doivent payer la TVA même si elles n'ont pas été payées pour les équipements fournis. Plusieurs entreprises ont fait faillite, et beaucoup ont été obligées de licencier du personnel.

Nouveau système de prise de rendez-vous

À partir du 1^{er} juillet 2024, les médecins généralistes devront solliciter des rendez-vous pour leurs patients avec des spécialistes avec ordonnance, grâce à un nouveau système de prise de rendez-vous centralisé (auparavant les patients prenaient directement les rdvs avec les spécialistes). La seule contrainte est désormais de se présenter personnellement au cabinet du généraliste. Le système a déjà été testé l'automne dernier dans 90 cabinets et, depuis mars, dans au moins 300 cabinets supplémentaires. Mais le système n'est toutefois pas encore totalement opérationnel. Pour les généralistes, cette nouvelle réglementation se traduira par une situation ingérable du cabinet en raison de la hausse du nombre de patients et du temps passé avec l'administration.

Le système sera alimenté par les institutions de contrôle de soins de chaque département, qui devront informer les médecins généralistes au moyen d'un système numérisé des possibilités de rendez-vous toutes les deux semaines, tout en proposant 30 % de leurs propres capacités. Ceci n'empêche toutefois pas les spécialistes de craindre que l'introduction de ce nouveau système n'enlève des places aux patients de leur propre région, et que les nouvelles réservations en provenance d'autres régions ne génèrent une demande excédentaire, par exemple pour certains tests, ce qui mettrait alors l'institution « en faillite ».

Selon le projet du gouvernement, les patients pourront également prendre rendez-vous directement chez les spécialistes, par voie électronique, à partir de l'année prochaine.

Secteur privé

Malgré les coûts, les Hongrois recourent davantage aux médecins du secteur privé

En raison des difficultés financières, seule la moitié des travailleurs hongrois épargnent pour les soins de santé. La majorité de ceux qui possèdent une carte de santé privée ont recours aux soins privés, qu'ils considèrent comme rapide et de bonne qualité, mais sans différence en termes d'expertise. Selon les données du KSH, l'inflation annuelle moyenne en 2023 était de 17,6 %, et les prix des soins de santé privés ont augmenté de 20 à 30 % sur cette période, en particulier pour les soins ambulatoires (le plafond maximal a déjà été atteint pour les opérations chirurgicales). Actuellement, il n'est pas vraiment possible d'espérer payer moins de 30 000 HUF (77,15 EUR) pour des examens, en particulier dans les domaines les plus demandés comme la gynécologie, la dermatologie et l'ophtalmologie. Les opérations les plus coûteuses sont les prothèses du genou et de la hanche, dont les prix varient entre 2 et 4 M HUF (5143 et 10 286 EUR). En conséquence, les prestataires privés enregistrent une baisse de leur chiffre d'affaires, en particulier parmi les personnes qui paient directement de leur poche et même si le nombre de personnes qui ont adhéré à une caisse de santé privée s'est accru.

Selon l'Alliance de soins spécialisés Medicina 2000, les files d'attente dans le secteur public se sont allongées d'une semaine en moyenne entre 2019 et 2023, et jusqu'à trois semaines pour certaines spécialités. Parfois, il faut attendre plusieurs mois pour consulter un cardiologue, un endocrinologue ou un diabétologue, ou pour obtenir un examen de gastro-entérologie ou d'échographie. En ce qui concerne les cliniques privées, les patients peuvent obtenir un rdv en 3 jours.

Selon l'étude d'EY, la proportion des Hongrois qui utilisent des soins de santé privés est en augmentation de près de 20 % lors des deux dernières années. Seule une fraction des Hongrois, 12 %, disposait d'une assurance maladie privée à la fin de 2023, tandis que 50 % possèdent une assurance privée par l'intermédiaire de leurs employeurs.